

Recherches sociographiques



Gilles BOURQUE, *Classes sociales et question nationale au Québec, 1760-1840*

Pierre Thibault

Volume 12, numéro 1, 1971

Mass media

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055519ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055519ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Thibault, P. (1971). Compte rendu de [Gilles BOURQUE, *Classes sociales et question nationale au Québec, 1760-1840*]. *Recherches sociographiques*, 12(1), 120–121. <https://doi.org/10.7202/055519ar>

Le tour d'horizon du Comité devient pratiquement complet par une revue rapide de la presse spécialisée (presse ethnique, presse agricole, presse religieuse, étudiante, etc.), et des supports de la diffusion (agences de presse, publicité, tarifs postaux et relations publiques). Faute d'espace, nous ne croyons pas devoir insister sur ces sujets, ni sur la façon cavalière dont le rapport traite du secret professionnel du journaliste, en se contentant de prêcher le *statu quo*.

Signalons enfin un point qui dans le contexte est plus important qu'il ne peut sembler: les nombreuses fautes de français de ce premier volume du rapport. Le type de fautes relevées nous porte à penser que le texte a été manipulé par des «écoliers» en français: «journeaux» (p. 51), «que le Canada... se dotte» (p. 131), «détenues de sérieux» (pour dénuées de sérieux) (p. 130) «les heures de point» (p. 105), «quelle que soit la réussite» (p. 86), etc.

Somme toute, le Comité Davey a tenté de poser les problèmes importants de la diffusion. Les résultats sont impressionnants tant sur le plan des informations que véhicule le rapport que sur celui des recommandations. En dépit de certaines carences que nous nous sommes plu à souligner, le rapport du Comité Davey n'est pas si mauvais, ni d'ailleurs nos moyens de diffusion car le système dans lequel ils travaillent pourrait donner lieu à des abus beaucoup plus flagrants; l'un et l'autre trahissent ce que nous sommes. À la fin, si les *mass media* renvoient d'eux-mêmes un miroir équivoque, la lecture du rapport ne nous renvoie pas du Comité Davey une image tellement plus limpide. On trouve beaucoup d'éléments d'analyse sociologique mais comme éléments disparates d'une immense mosaïque dont on n'a pas su dégager les problèmes de fond. De même, on y trouve le récit d'une foule d'anomalies, qui nous préparent à des conclusions vigoureuses: le tout se termine en douce, comme une œuvre de culture de masse contrainte au *happy end*. Pour le meilleur ou pour le pire, les diffuseurs peuvent dormir tranquilles: le Rapport du Comité spécial du Sénat sur les moyens de communications de masse risque fort de n'être qu'un tigre de papier et d'aller prendre place au musée de nos velléités. Après tout, si nous n'avons pas de prise sur les *mass media* pourquoi ne pas remettre à demain ce que nous ne pouvons pas faire aujourd'hui?

Jacques de GUISE

Département de sociologie,
Université Laval.

Gilles BOURQUE, *Classes sociales et question nationale au Québec, 1760-1840*, Montréal, Éditions Parti Pris, 1970 (Aspects, 7).

Il s'agirait d'une thèse de maîtrise. Sa publication n'est que justice. Sa lecture est d'un intérêt tel qu'on comprend l'éditeur d'avoir, à l'instar du professeur, passé outre aux affronts qu'elle inflige au protocole académique. Je pense, par exemple, à cette manie exaspérante de ne pas identifier les citations.

Qui plus est, cette thèse en serait une de sociologie. Et malgré tous les Gurvitch somptuaires que comporte la bibliographie, la «théorie» qui l'inspire n'a rien d'éclectique: Marx-Engels et Lénine, Althusser et Balibar (cf. p. 13). On peut parier que seule la date de rédaction nous prive de Poulantzas.

Par bonheur, l'orthodoxie althussérienne de Gilles Bourque est plutôt décontractée: on le voit à son interprétation de la «détermination en dernière instance» ou à sa conception fort «économiste» des classes sociales. Serait-ce ce qui lui permet d'appliquer sa doctrine à la lecture de l'histoire même, plutôt qu'à l'exégèse des analyses historiques de Marx?

C'est là, en tout cas, le grand mérite de ce livre, qui constitue un passionnant essai historique. Bourque applique à la période de notre histoire qui va de la prise de Québec à l'Acte d'Union un outillage conceptuel qui doit beaucoup à ses sources théoriques, mais autant, sinon plus, à une réflexion poussée sur l'historiographie québécoise.

Entre deux dates marquant une rupture, « diachronique », de la structure globale de la société canadienne, Bourque distingue trois étapes dans son évolution « dynamique ». Les dates sont politiques, mais manifestement liées, moyennant décalage, à l'évolution économique.

Les analyses, toujours séduisantes et souvent très perspicaces, élaborent graduellement un modèle hiérarchisé des divers plans de la structure globale: influencée par la situation coloniale, la superposition nationale altère la structure de chaque groupe national et la détermination des classes sociales qui en découle.

La dépendance nationale fausse donc la lutte des classes, sans le moins du monde la supprimer. Le rapport nation dominée — nation dominante ne se maintient que dans la mesure où une classe collaboratrice (l'aristocratie cléricale), ayant une stratégie de conservation, réussit à maintenir ou même à instaurer, sur la base même de sa collaboration, une pseudo-hégémonie stérile au sein de la nation dominée.

Que surgisse de cette combinaison une nouvelle classe (la petite bourgeoisie des professions libérales) dont les assises socio-économiques sont purement nationales et qui, partant, se donne une stratégie de développement qui tend à lui assurer une véritable hégémonie, et les deux groupes nationaux seront conduits à s'affronter. On est alors en présence d'un « antagonisme radical de deux nations progressistes au sein d'un même état » parce qu'il y a alors « opposition de deux dynamiques de développement » (p. 334).

À ceux qui verraient dans l'action des Patriotes, à la suite de F. Ouellet, une opposition au progrès incarné par la bourgeoisie marchande unioniste, on rappellera seulement un postulat: « un véritable développement ne peut s'effectuer, à partir des ressources disponibles, que par une structuration économique élaborée en fonction du pays en voie de développement. C'est (...) ce que voudront réaliser les Patriotes en tentant de structurer une économie bas-canadienne à partir de la seule ressource encore disponible aux Canadiens français: l'agriculture » (p. 28).

Question brûlante, on le voit: celle même du caractère progressiste de la lutte, forcément nationaliste et anticapitaliste, de la petite bourgeoisie colonisée pour établir son hégémonie.

Pierre THIBAUT

*Faculté des sciences de l'éducation,
Université Laval.*

André LAURENDEAU, *Ces choses qui nous arrivent. Chronique des années 1961-1966*, Montréal, Éditions HMH, 1970, 343 p.

Propos de journaliste qui commente l'événement au hasard de ses déplacements, ce livre peut sembler de prime abord sans unité ni grande profondeur. Mais l'intérêt et la valeur de cette chronique des années 1961-1966 n'est pas à rechercher dans la diversité de ces textes déjà publiés dans le *Magazine MacLean*; pour relire ces articles avec plaisir il faut avoir admiré A. Laurendeau ou être attaché à la réalité québécoise.

Le livre, en effet, nous révèle un homme sensible, tolérant, intelligent, subtil, mais inquiet, tiraillé et sans cesse à la recherche de la vérité concrète des événements auxquels il a participé comme journaliste, député, littérateur ou président de la commission B.B. « Après un article sur la politique, il passe à des propos sur le théâtre, sur l'hiver ou sur les